

Sécurité alimentaire au Bénin



Situation de départ

Depuis des années, la situation alimentaire au Bénin est précaire. Et ce sont les ménages ruraux dans le nord du pays qui sont particulièrement touchés par la sous-alimentation et la malnutrition. La plupart du temps, ce sont les femmes qui doivent assurer l'approvisionnement de leur famille. Or, elles n'ont qu'un accès limité aux ressources nécessaires, telles que les terres arables, les animaux et les crédits. Et ce sont le plus souvent les hommes qui décident de l'utilisation des revenus familiaux. La mauvaise alimentation dans les familles est causée non seulement par le manque de

disponibilité et d'accessibilité de produits alimentaires de bonne qualité nutritive, mais aussi par le manque de connaissances sur la composition et la préparation d'un repas équilibré. Les femmes enceintes, allaitantes et les enfants en bas âge, en particulier, ont des besoins alimentaires spécifiques, qui sont souvent peu connus. Parmi les enfants de moins de deux ans, seul un enfant sur cinq est nourri de façon optimale. Cependant, des retards de croissance provoqués par une mauvaise alimentation peuvent être observés chez plus d'un tiers des enfants, pouvant engendrer une déficience physique et mentale à vie.

Activités au Bénin

➤ Conseil nutritionnel à base communautaire

Les femmes de ménages touchés par l'insécurité alimentaire reçoivent une formation ciblée sur la composition et la préparation d'une alimentation équilibrée, l'hygiène, les besoins nutritionnels des femmes enceintes et des enfants en bas âge.

➤ Renforcement des compétences de nutritionnistes

Des nutritionnistes sont formés en matière d'alimentation et de diversité alimentaire. Ils vont voir les femmes dans les villages pour les informer des sujets importants relatifs à la nutrition et des pratiques d'hygiène. Souvent, ils communiquent leur savoir à des bénévoles dans les villages, qui à leur tour agissent en tant que multiplicateurs.

➤ Ancrage au niveau national

Les approches qui ont du succès sont ancrées à l'aide de conseils politiques et d'une assistance fournie au Conseil national de l'alimentation et de la nutrition (CAN). Le CAN est soutenu dans son rôle de coordonnateur du processus SUN. Celui-ci consiste à élaborer des recommandations pour le développement d'approches nationales en matière de sécurité alimentaire, et à les intégrer dans les politiques et programmes nationaux.

Notre objectif

Au niveau des ménages, la situation alimentaire des personnes touchées par l'insécurité alimentaire, en particulier celle des femmes en âge de procréer et des jeunes enfants, s'est améliorée.



Région(s)

Département : Atakora (communes : Natitingou, Toucountouna, Tanguiéta, Pehunco, Kérou)

Durée

Septembre 2015 à décembre 2019

Budget

5,8 millions d'euros

Partenaires de mise en œuvre :

Plan International/ Bureau Des Projets De Développement Et Des Œuvres Sociales (BUPDOS)
Ministères de l'agriculture, de la famille, de la santé
Organisations non gouvernementales locales œuvrant dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation
Centres de nutrition thérapeutique et de promotion sociale

Organisme de tutelle politique

Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAEP)

Groupe cible

13 500 femmes en âge de procréer, 4 500 enfants de 6 à 23 mois (appui-conseil direct dans 60 villages)

Où nous travaillons



Exemple tiré de la pratique

Dans le village de Toné, proche de la petite ville de Tanguiéta dans le nord-ouest du Bénin, 20 femmes enlèvent les mauvaises herbes dans un potager du petit village, arrosent leurs plantes, les examinent pour voir si elles ont des parasites et récoltent des aubergines, des tomates, des okras, du soja et des piments. Des moringas, tamarins, baobabs et nérés poussent entre les plates-bandes. Au-dessus du jardin se trouve une maison communautaire qui sert de lieu de rencontre aux 30 membres du groupement de femmes de Toné. Il y a déjà sept ans, que les femmes du village se sont organisées pour exploiter ensemble un jardin potager dans le but d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur régime alimentaire. Selon la présidente du groupe, Sékou Kouagré, depuis, les femmes du groupe ont nettement changé leurs modes de vie : « Nous préparons souvent nos repas avec des légumes de notre propre jardin ». Une formation sur l'hygiène a encore été dispensée récemment.

Le projet aide le groupe à améliorer et diffuser ses expériences et pratiques de travail. Cela est fait à travers la formation des membres du groupe ou bien l'aménagement d'un jardin de démonstration. Sékou raconte avec enthousiasme : « Grâce à cette nouvelle coopération, nous avons enfin une clôture autour de notre jardin. Jusqu'à présent, les pasteurs nomades qui passent avec leurs troupeaux de bovins et d'ovins, détruisaient chaque année une grande partie de notre récolte, parce que les animaux mangeaient tous nos légumes et feuilles des jeunes plants. Heureusement, cela appartient au passé maintenant! »



Résultats

Le programme de sécurité alimentaire a fourni des clôtures d'une longueur totale de 50 km pour protéger les jardins potagers. Les surfaces et les piquets sont mis à disposition par la population. 125 jardins communautaires et scolaires seront entourés de clôtures, étant ainsi protégés contre les dommages et les vols.

Environ 3.000 personnes (dont 72 pourcent de femmes) ont déjà bénéficié de formations en matière d'alimentation et de nutrition. Les matériaux pédagogiques sont faciles à comprendre et novateurs, étant présentés par exemple sous forme de bandes dessinées.

Mentions légales

Publié par

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Sièges de la société : Bonn et Eschborn
Division Développement rural
et Agro-économie G500
Friedrich-Ebert-Allee 36+40
53113 Bonn

T +49 (0) 228 44 60 - 3824
F +49 (0) 228 44 60 - 1766

www.giz.de

Contact

Rüdiger Behrens
ruediger.behrens@giz.de

Crédits photographiques

© GIZ/Klaus Wohlmann

La GIZ est responsable du contenu de la présente publication.

Février 2017